



Lancement du Moniteur 2021 du commerce agricole en Afrique

Nairobi, 10 septembre 2021 - Selon la quatrième édition annuelle du rapport AATM (AATM - *Africa Agriculture Trade Monitor*), les premiers échanges commerciaux en cours dans la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) présentent un potentiel considérable pour stimuler le commerce agricole entre les pays africains. Toutefois, pour réaliser ce potentiel, il conviendra tout d'abord de résoudre la question des perturbations causées par la pandémie de COVID-19 et de surmonter les obstacles de longue date tels que les barrières non tarifaires et les coûts commerciaux élevés. Ce nouveau rapport, présenté lors du Sommet AGRF 2021 qui s'est tenu le 10 septembre, souligne l'importance du domaine de la transformation des produits agricoles pour le développement du commerce ainsi que le besoin croissant de données commerciales de haute qualité.

Sur le marché mondial, les pays africains continuent de se spécialiser dans les produits agricoles non transformés. De plus, la plupart des économies africaines sont très peu diversifiées et possèdent des avantages comparatifs pour un nombre relativement restreint de produits. Bien que les exportations agricoles de l'Afrique ne représentent qu'une faible part des exportations agricoles mondiales (seulement 4,2 % sur la période 2003-2019), une poignée de produits africains dominent les marchés mondiaux : le continent fournit plus de 70 % des exportations mondiales de noix de cajou, de fèves, coques et pelures de cacao, de noix de kola et de vanille non transformées. La plupart de ces produits sont des produits de niche échangés sur des marchés de faible envergure.

Ainsi, la compétitivité commerciale de l'Afrique reste encore limitée à la fois par des facteurs internes (faible productivité, investissements agricoles insuffisants, médiocrité des infrastructures de transport et de communication et inefficacité des procédures douanières) et par les barrières commerciales mondiales. Les mesures non tarifaires (MNT) telles que les mesures sanitaires et phytosanitaires, les entraves techniques au commerce et les contrôles des prix et des quantités, comptent parmi les principaux obstacles à l'exportation de produits agricoles africains. Ayant constaté que les MNT sont encore plus dommageables pour le commerce intra-africain que les droits de douane, les auteurs du rapport appellent à une conception plus attentive desdites mesures afin qu'elles renforcent le commerce au lieu de l'entraver.

Le rapport montre que la valeur du commerce agricole intra-africain ne s'est guère améliorée depuis le déclin survenu dans les années 2010, ce qui laisse penser que le continent devra relever des défis considérables pour atteindre l'objectif de la Déclaration de Malabo consistant à tripler la valeur du commerce agricole intra-africain d'ici 2025. Néanmoins, le commerce des produits agricoles transformés a résisté à cette tendance et affiche une légère augmentation depuis 2016. Ainsi, malgré l'avantage comparatif du continent pour les produits primaires non transformés au niveau mondial, les acteurs du système alimentaire africain sont de plus en plus actifs dans la transformation des produits échangés sur le continent.

L'importance croissante des produits transformés dans le commerce agricole intra-africain reflète la progression du développement des chaînes de valeur inclusives en réponse à la demande croissante des marchés urbains plus lucratifs. Le rapport exhorte les décideurs à tirer parti de ce potentiel en harmonisant les politiques commerciales et réglementaires afin de faciliter le commerce des produits transformés.

Ousmane Badiane, Président d'AKADEMIYA2063, a déclaré que « l'augmentation du commerce des produits agricoles transformés à forte valeur ajoutée présente d'énormes opportunités pour les producteurs, transformateurs et autres acteurs locaux des chaînes de valeur. Il convient de stimuler cette croissance pour accélérer la transformation des systèmes alimentaires en Afrique et atteindre les objectifs de la Déclaration de Malabo. »

Le rapport AATM examine également les effets de la pandémie de la COVID-19 sur le commerce agricole ainsi que sur l'activité économique globale en Afrique. Le rapport constate que la pandémie a infligé des dommages économiques importants au continent et aggravé l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Pendant les premiers stades de la pandémie, de nombreux pays ont institué des fermetures de frontières (et autres restrictions de mouvement) qui ont considérablement entravé le commerce intra-africain, notamment dans le secteur informel, qui constitue la principale source de revenu pour de nombreuses familles.

Les données provenant de trois postes frontaliers en Ouganda, par exemple, montrent que le commerce total a chuté de 58,8 % entre 2019 et 2020 ; la baisse était beaucoup plus importante pour le commerce informel (77,6 %) que pour le commerce formel (16,4 %).

La crise sanitaire a révélé le rôle important de la coopération internationale pour limiter les restrictions, coordonner les contrôles sanitaires aux frontières et améliorer le partage des informations. Elle met également en évidence le problème récurrent de la disponibilité des données commerciales : les données officielles n'incluent pas le commerce informel et ne sont disponibles que très tardivement. Le rapport AATM souligne le besoin de disposer de données

plus complètes et plus récentes pour mieux suivre les effets des crises sur les moyens de subsistance ainsi que les impacts des politiques commerciales.

Selon Johan Swinnen, Directeur général de l’Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) : « Il est essentiel de disposer de données de haute qualité pour comprendre l’environnement commercial actuel, comparer les effets des différentes politiques et identifier de meilleures solutions. Nous devons investir davantage dans le domaine des données afin de créer un argumentaire sur la base de données probantes pour la mise en place de négociations et de politiques agricoles aptes à soutenir la croissance globale. »

Le Moniteur du commerce agricole en Afrique est produit et publié dans le cadre du consortium Modélisation des politiques pour la croissance et le développement en Afrique ([AGRODEP](#)) et du Système régional d’analyse stratégique et de gestion des connaissances ([ReSAKSS](#)), en collaboration avec AKADEMIYA2063 et l’Institut international de recherche sur les politiques alimentaires ([IFPRI](#)). Il s’appuie sur le travail des deux organisations pour soutenir le Programme Détaillé de Développement de l’Agriculture en Afrique (PDDAA).

POUR PLUS D’INFORMATIONS OU POUR SOLLICITER UN ENTRETIEN, MERCI DE CONTACTER:

- Cheikh Traore, Coordinateur en communication, AKADEMIYA2063

T +221777181722 , email: ctraore@akademiya2063.org

- Drew Sample, Responsable Media, IFPRI,

T+1202-862-8173, Email: d.sample@cgiar.org